

Quartiers populaires : debout face à la crise !

mardi 25 mai 2010, par [CASANOVA Mónica](#) (Date de rédaction antérieure : avril 2010).

ZUS, CIVIS, ZFU... les différentes politiques à destination des quartiers populaires n'ont pas permis de réduire les inégalités. La crise capitaliste sévit dans les quartiers populaires. On y vit l'échec de 25 ans de politiques de droite et de gauche : politique de la gauche après les émeutes de Vaulx-en-Velin (Rhône), en 1979, création des Zones urbaines sensibles (ZUS) par Juppé en 1996, renouvellement urbain de Borloo en 2003. Rien n'a empêché l'explosion du mécontentement et de la désespérance des révoltes de 2005.

S'ils y sont aggravés, les problèmes des quartiers populaires sont ceux du monde du travail et de la jeunesse exploitée. Nous y défendons un programme d'urgence pour contribuer à l'unité du monde du travail, de la jeunesse révoltée et de leurs organisations, pour changer le rapport de forces en faveur des exploité-e-s. Ce sont nos réponses pour lutter contre les conséquences des attaques dont témoigne le rapport de l'Observatoire des ZUS de 2009.

Dans ces quartiers, le chômage a augmenté de plus de 9 % en 2009, avec la précarité et le temps partiel. Avec une population plus jeune qu'ailleurs, 1 jeune sur 4 était sans activité en 2008 contre 1 sur 8 ailleurs ; 66 % étaient sans diplôme. La possibilité de trouver un emploi stable y était 1, 7 fois moindre que dans un autre quartier pour des raisons territoriales, voire raciales. 44 % des moins de 18 ans y vivent sous le seuil de pauvreté. Rien ne change avec le contrat d'autonomie de Fadela Amara pour les jeunes, placés durant six mois dans une entreprise par un organisme (avec obligation de résultat et « coaching adapté aux besoins des entreprises ») pour 300 euros par mois, pas plus qu'avec le contrat d'insertion dans la vie sociale (Civis) à 5 ou 10 euros par jour, ou le service volontaire civil à 600 euros. Les contrats précaires non qualifiés dans le public et le privé y sont très nombreux, comme dans les chantiers de renouvellement urbain.

Les Zones franches urbaines, censées créer des emplois dans les quartiers, ont représenté des « exonérations attractives comme moyen pour maintenir l'attractivité des entreprises », mais elles embauchent moins et coûtent plus cher (+7%), car les exonérations d'impôts sur les bénéfices ont progressé ! Résultat : dans ces quartiers existe une « pauvreté relative aiguë ». En 2007, 33 % des habitant-e-s en ZUS gagnaient moins de 908 euros par mois (contre 12 % ailleurs). Parallèlement, les villes et régions de gauche sont généreuses avec le privé : Lormont (Gironde) a créé une société d'économie mixte (SEM) pour un CFA privé financé à 66 % par la région (2 millions d'euros) qui en finance 54 % du fonctionnement (1 million), plus d'autres aides jusqu'en 2013.

L'offre scolaire est elle-même ségrégative : Paris compte 35 lycées généraux contre 12 en Seine-Saint-Denis alors que les jeunes y sont plus nombreux. Les redoublements sont deux fois plus élevés en ZUS qu'ailleurs ; 3, 7 % des élèves de 6^e ont un retard de deux ans ou plus contre 1, 7 % ailleurs. Ils sont orientés surtout vers les filières technologiques et professionnelles, avec moins de réussite qu'ailleurs. On retrouve la même ségrégation dans les équipements urbains (services de proximité, commerces, santé). Il y a 20 équipements sportifs pour 10 000 habitant-e-s en ZUS, contre 40 en moyenne nationale !

Quant aux immigré-e-s, nombreux dans les quartiers populaires, rien n'est dit dans le rapport cité.

Les réformes en cours vont grever les finances locales, avec moins de possibilités pour les élus locaux de contrôler et affecter aux services publics les dotations et aides de l'État en forte baisse. Ce n'est pas aux habitant-e-s des quartiers populaires de payer la crise, mais aux riches ! Il faut le contrôle de la population et des travailleur-euse-s sur l'argent public pour l'emploi, l'éducation, la santé, le logement, la culture : de vrais emplois, un service public de la formation, la régularisation des sans-papiers, le droit de vote et d'éligibilité pour toutes et tous...

Cela ne pourra être obtenu que par un long et patient travail de prise en main par la population de ses propres intérêts, avec un maximum de démocratie, de solidarité, de conscience collective.

Monica Casanova, conseillère municipale NPA depuis 2001 à Lormont, dans la banlieue de Bordeaux. Elle est membre du secrétariat national Quartiers populaires NPA.

P.-S.

* Paru dans la Revue TEAN 9 (avril 2010).